

DE BUENOS AIRES



N°05 – Du 27 janvier au 2 février 2023

Zoom – Le FMI actualise ses Perspectives de l'économie mondiale : quels risques et opportunités pour le cône Sud ?

L'édition de janvier des Perspectives de l'économie mondiale du FMI (Fonds monétaire international) prévoit que les facteurs baissiers (guerre en Ukraine, resserrement du *policy mix* face à l'inflation et mesures sanitaires en Chine) qui ont ralenti la croissance mondiale à 3,4 % en 2022 devraient continuer à peser sur l'activité, mais de manière moindre. La croissance mondiale est ainsi prévue par les services du Fonds à 2,9 % en 2023 (soit + 0,2 point de pourcentage « p.p. » par rapport à l'édition d'octobre), en raison notamment de la baisse des tensions sur les prix ainsi que de la normalisation progressive de la situation sanitaire en Chine. À terme, le FMI prévoit une très légère accélération de la croissance mondiale (3,1 % en 2024, - 0,1 p.p.), mais à un rythme qui resterait inférieur à la moyenne historique (3,8 % durant les 20 dernières années qui ont précédé le déclenchement de la pandémie). Pour les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, les services du Fonds prévoient une croissance de seulement 1,8 % en 2023 (+ 0,1 p.p.), après 3,9 % en 2022. Malgré la dépendance des pays du cône Sud à la conjoncture internationale (essentiellement celles des États-Unis, de la Chine et du Brésil) et à l'évolution des marchés des matières premières (de manière positive pour l'agriculture et les mines, et négative pour les énergies), les services maintiennent leurs prévisions de croissance pour l'Argentine (2,0 % en 2023 versus 4,6 % un an plus tôt), le Chili (- 1,5 % versus 2,7 %), le Paraguay (4,5 % versus 0,2 %) et l'Uruguay (3,6 % versus 5,3 %). Toutefois, les principaux facteurs baissiers identifiés au niveau mondial pourraient aussi menacer la croissance des pays de la région même si à ce stade, le risque le plus prégnant porte sur la sécheresse causée par le phénomène climatique La Niña qui affecte la région (Argentine, Uruguay) pour la 3^{ème} année consécutive. Les conséquences se font sentir sur l'agriculture, l'élevage et le transport fluvial. En Argentine, les récoltes de blé et d'orge ont déjà diminué de moitié pour atteindre, respectivement, 12,4 et 3,8 millions de tonnes (Mt). Cette tendance pourrait également être observée pour le soja et le maïs. Les exportations agricoles pourraient ainsi diminuer d'un tiers sur une année, avec une perte qui pourrait atteindre 14,1 Mds USD et un coût pour l'économie compris entre 1,1 et 1,8 % du PIB. En Uruguay, les deux tiers du territoire sont classés en zone de sécheresse extrême ou sévère. L'élevage, 1^{er} secteur agricole du pays, est particulièrement touché, ce qui menace la production laitière. Les autres risques afférents à la région sont liés aux cycles politiques (élections en Argentine et au Paraguay, processus constitutionnel au Chili), les frustrations sociales (renchérissement du coût de la vie, ralentissement économique) et les tensions au sein du Mercosur (isolement croissant de l'Uruguay en raison de sa stratégie d'ouverture vers la Chine et l'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste). Ces risques pourraient aussi présenter des opportunités pour les pays de la région, notamment pour avancer dans les réformes structurelles afin de restaurer les finances publiques (Argentine), améliorer la productivité (Chili, Paraguay), accroître l'efficacité de la solidarité intergénérationnelle (Chili, Uruguay) et réduire la dépendance aux matières premières (Argentine, Chili, Paraguay, Uruguay). De manière générale, les services du Fonds identifient des facteurs haussiers (reprise de la demande mondiale, désinflation rapide, normalisation des chaînes d'approvisionnement) qui pourraient venir en soutien à l'activité économique dans la région. La réouverture de la Chine pourrait notamment, un peu plus tard dans l'année, bénéficier aux pays du cône Sud, tant leur commerce extérieur (Chili en particulier) dépend de l'économie chinoise.

LE CHIFFRE
À RETENIR

2,9 %

Croissance mondiale
attendue en 2023

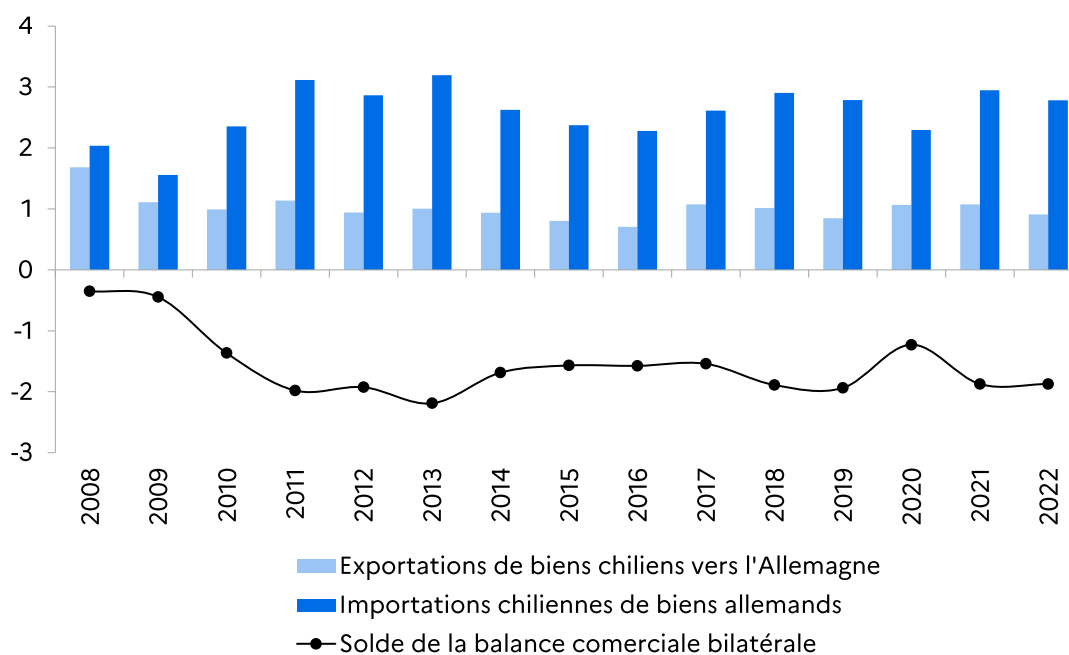
Principaux indicateurs macroéconomiques

| | | Argentine | Chili | Paraguay | Uruguay |
|---|------|-----------|-------|----------|---------|
| Derniers chiffres annuels | | | | | |
| Croissance du PIB réel | 2021 | 10,4% | 11,7% | 4,2% | 4,4% |
| Inflation (fin de période) | 2022 | 94,8% | 12,8% | 8,1% | 8,3% |
| Solde budgétaire (% du PIB) | 2021 | -4,3% | -7,7% | -3,7% | -4,2% |
| Dettes publique (% du PIB) | 2021 | 80,9% | 36,3% | 33,8% | 73,3% |
| Solde courant (% du PIB) | 2021 | 1,4% | -6,7% | 0,8% | -1,8% |
| Dettes extérieure (% du PIB) | 2021 | 58,3% | 84,4% | 49,9% | 77,1% |
| Prévisions et anticipations | | | | | |
| Croissance du PIB réel - FMI | 2022 | 4,6% | 2,7% | 0,2% | 5,3% |
| Croissance du PIB réel - Agents économiques | 2022 | 5,3% | 2,5% | 0,2% | 5,4% |
| Croissance du PIB réel - FMI | 2023 | 2,0% | -1,5% | 4,5% | 3,6% |
| Croissance du PIB réel - Agents économiques | 2023 | 0,5% | -1,5% | 4,5% | 2,5% |
| Inflation (fin de période) - Agents économiques | 2023 | 98,4% | 5,0% | 5,0% | 7,1% |
| Pour mémoire | | | | | |
| PIB nominal (Mds USD) | 2021 | 486,7 | 316,8 | 38,8 | 59,3 |
| Population (millions) | 2021 | 46,0 | 19,8 | 7,5 | 3,6 |

Sources : FMI, Instituts statistiques nationaux, Banques centrales nationales, SER Buenos Aires

Graphique de la semaine

Chili – Évolution du commerce bilatéral avec l'Allemagne (Mds USD)



Sources : Banque centrale, SER Buenos Aires

ARGENTINE

Le chancelier allemand Olaf Scholz visite l'Argentine pour renforcer la relation bilatérale dans les secteurs de l'énergie et de l'économie de la connaissance

Dans le cadre de sa première tournée en Amérique latine comprenant l'Argentine, le Brésil et le Chili, le chancelier allemand Olaf Scholz s'est rendu à Buenos Aires. Après une réunion avec le président Alberto Fernández et le ministre de l'Économie Sergio Massa, le chancelier allemand a participé à un forum d'entreprises regroupant des représentants des sociétés allemandes et argentines afin de promouvoir les investissements allemands en Argentine, avec un focus particulier sur les secteurs des énergies renouvelables, de la transition énergétique, de l'électromobilité, de l'économie de la connaissance, ainsi que de l'industrie 4.0 et de la biotechnologie.

Côté argentin, les entreprises YPF, Helpport, Tecpctrl ainsi que l'association d'entreprises UIA (l'équivalent argentin du MEDEF) ont participé au forum, tandis que l'Allemagne y était représentée par les entreprises Aurubis, Bayer, Deutsche E Metalle, Fichtner, Häfele, Herrenknecht, Nordex, Siemens, Triwo, Voith, VNG, Volkswagen, Wintershall, ainsi que la Chambre de commerce et d'industrie allemande et l'accélérateur d'entreprises du pays, German Accelerator.

Les deux chefs d'États ont également signé un mémorandum portant sur la transition énergétique et la mise en œuvre de l'Accord de Paris. Le chancelier allemand a invité son homologue argentin à intégrer le Club climat international, une initiative du G7 lancée en

décembre 2022 sous présidence allemande pour réduire les émissions dans le cadre de la lutte contre le changement climatique.

L'Allemagne s'est aussi engagée à garantir le financement du projet de barrage et de centrale hydroélectrique « Chihuido », dans la province de Neuquén en Patagonie. Ce projet a été matérialisé par la signature d'une lettre d'intention par le ministre des Affaires étrangères, Santiago Cafiero, le président de l'entreprise allemande Voith, Toralf Haag, et le président de l'argentine Helpport, Eduardo Eurnekian. Dixième homme le plus riche de l'Argentine d'après le classement 2020 de la revue Forbes, Eduardo Eurnekian possède une holding qui est constituée d'entreprises qui sont présentes dans différents secteurs d'activité, dont le secteur aéroportuaire.

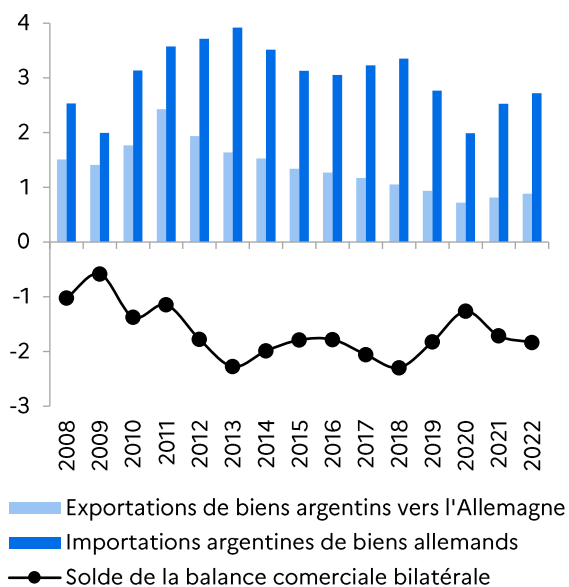
Les deux entreprises argentine et allemande sont associées dans un consortium formé pour le projet de construction du barrage. Le projet prévoit ainsi un investissement de 2,2 Mds USD pour la construction d'une centrale hydroélectrique de 637 MW de puissance installée. Le financement sera assuré à 85 % par les banques Santander et Crédit Suisse, avec un remboursement sur 20 ans et 5 ans de période de grâce. De plus, une garantie du gouvernement allemand devrait être mise en place grâce à Euler Hermes à travers un mécanisme de soutien à l'export, la garantie concernant à titre principal les équipements importés d'Allemagne nécessaires au projet. Les 15 % restants doivent être financés par le gouvernement argentin.

De plus, une lettre d'intention a été signée par les deux mandataires visant à renforcer la coopération dans le secteur de l'économie de la connaissance, de l'entrepreneuriat et des startups. Les autorités des ministères de l'Économie argentin et allemand ont dès lors

prévu d'ouvrir dans la région métropolitaine de Buenos Aires un bureau de l'accélérateur d'entreprises German Accelerator.

Enfin, à la fin de la visite, les mandataires ont convenu dans leur déclaration conjointe de l'intention de renforcer les liens entre les deux pays et de l'importance de promouvoir l'accord entre l'Union européenne (UE) et le Mercosur.

Évolution du commerce bilatéral entre l'Argentine et l'Allemagne (Mds USD)



Sources : FMI, INDEC, SER Buenos Aires

Le ministre de l'Économie Sergio Massa annonce des mesures de soutien au secteur agricole impacté par la sécheresse

Le 1^{er} février, après une réunion organisée avec le groupe de représentants du secteur agricole, le ministre de l'Économie argentin Sergio Massa a annoncé une série de mesures pour pallier l'impact sur le secteur agricole de la sécheresse qui sévit en Argentine depuis désormais trois ans.

Les mesures détaillées lors de la conférence de presse du ministre prévoient notamment un soutien financier via un fonds d'assistance renouvelable de 5 Mds ARS (26 MUSD au taux de change officiel), destiné aux producteurs agricoles. Une série d'allègements fiscaux est également prévue, comprenant entre autres la suspension du paiement anticipé au titre de l'impôt sur les sociétés et des procédures de recouvrement forcé de l'impôt. Plusieurs facilités de crédit doivent également être octroyées au secteur agricole, à l'instar du refinancement à des taux subventionnés des dettes auprès de la banque publique Banco Nación, ainsi que la mise en place, par le même établissement bancaire, d'une ligne de financement de 50 Mds ARS (257 MUSD) à des taux subventionnés.

Le ministre a de plus signalé que les mesures s'appliqueront pour les provinces qui ont déclaré une situation d'urgence agricole. Dès lors, selon les autorités, elles bénéficieraient à « plus de 51.000 producteurs possédant un certificat d'urgence agricole ». Elles sont par ailleurs essentiellement destinées aux petits producteurs des provinces concernées, soit Santa Fe, Entre Ríos, Corrientes et Chaco, et une partie du territoire des provinces de Córdoba, Buenos Aires et Salta.

Les producteurs agricoles ont estimé l'aide du gouvernement insuffisante alors que les pertes d'exportations sont évaluées à 14 Mds USD en 2023. Ainsi, à titre de comparaison, la première mesure prévue, à savoir le fonds d'aide qui est doté de 5 Mds ARS (26 MUSD), représente au taux officiel un financement de 504 USD par producteur affecté.

CHILI

Le chancelier allemand Olaf Scholz visite le Chili pour consolider la relation bilatérale dans le secteur de la transition écologique et énergétique

Suite à sa visite en Argentine et dans le cadre de sa première tournée en Amérique latine, le chancelier allemand Olaf Scholz, qui était accompagné de Franziska Brantner, la vice-ministre de l'Économie et de la Protection du climat, ainsi que d'une douzaine de chefs d'entreprises, s'est rendu au Chili.

À cette occasion, il a salué l'engagement du Chili en faveur des énergies renouvelables et rappelé la volonté de son pays de renforcer la relation bilatérale avec le Chili dans les secteurs de la transition écologique et de la transition énergétique, et en particulier de l'hydrogène vert qualifié de « carburant du futur ». En 2050, le Chili pourrait ainsi couvrir trois à quatre fois les besoins de l'Allemagne en importations d'hydrogène vert.

À l'occasion de sa réunion avec le président Boric, le chancelier a martelé l'objectif de l'Allemagne de se libérer totalement de sa dépendance vis-à-vis du gaz, du pétrole et du charbon russes, mais aussi d'accélérer le développement des énergies renouvelables et de sécuriser les approvisionnements en cuivre et en lithium pour son industrie, et en particulier pour son industrie automobile.

Aussi, Olaf Scholz a invité le président chilien à rejoindre le Club climat international créé en décembre 2022 au sommet d'Elmau, sous présidence allemande du G7. Ce club vise à rassembler tous les pays désireux d'œuvrer à

une politique de protection du climat plus ambitieuse dès 2023 afin de commercialiser plus rapidement les matières premières qui sont respectueuses du climat et de renforcer les investissements.

Lors de cette visite, les chefs d'État allemand et chilien ont également signé trois accords de coopération en matière de science et d'innovation, d'activité et de formation dans le secteur des mines, ainsi que d'énergie et d'économie circulaire. En outre, Codelco, l'entreprise publique du Chili de production de cuivre, et l'entreprise allemande Aurubis, une des grandes entreprises métallurgiques en Europe, ont signé un mémorandum pour renforcer leur partenariat.

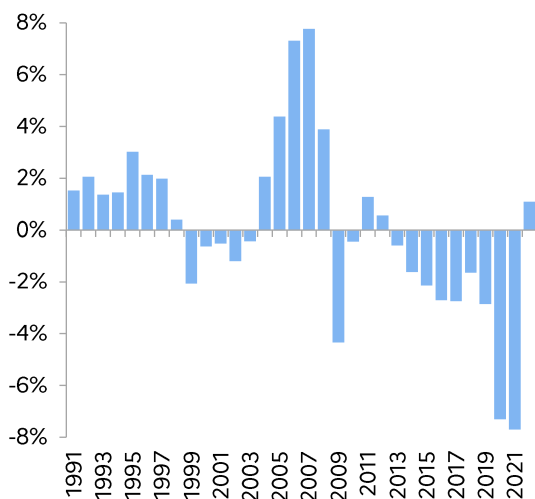
Ces accords devraient dès lors permettre l'accroissement du commerce bilatéral entre l'Allemagne et le Chili, qui s'est élevé à 3,5 Mds USD en 2022, dont 0,9 Md USD pour les exportations chiliennes, surtout composées de cuivre, de bois et de noix, et environ 2,8 Mds USD pour les importations, comprenant principalement des médicaments ainsi que des véhicules allemands.

Malgré un ajustement budgétaire drastique, la croissance est restée relativement résiliente en 2022

Selon la Direction du Budget chilienne, les finances publiques ont été très largement consolidées en 2022. Ainsi, après un déficit budgétaire record de 7,7 % du PIB en 2021, les autorités chiliennes ont dégagé, pour la première fois depuis dix ans, un excédent budgétaire de 1,1 % du PIB. Ces bons résultats ont été permis grâce à une baisse drastique des dépenses – et en particulier du retrait de la plupart des mesures exceptionnelles mises en place au cours de la pandémie – qui ont chuté de 23,1% en termes réels en 2022

(après +33,3 % en 2021 et +11,0 % en 2020) pour s'établir à 24,4 % du PIB. Ils ont aussi été permis grâce à la hausse des recettes de près de 6,3 % en termes réels, qui se sont établies à 25,5 % du PIB et qui ont été dynamisées par la croissance du PIB record en 2021 (+11,7 %), la forte hausse du cuivre et la croissance des exportations de lithium. Dans ce contexte, l'endettement public est resté relativement stable, s'établissant à 37,3 % du PIB fin 2022 (contre 36,3 % du PIB en 2021).

Évolution du solde budgétaire (% du PIB)



Sources : Direction du Budget, SER Buenos Aires

De plus, si l'ajustement budgétaire drastique avait pour objectif de refroidir l'économie du pays après la surchauffe observée en 2021, la croissance économique est restée résiliente. En décembre, l'activité économique a chuté de 1,0 % en glissement annuel (contre -2,7 % anticipés par le consensus de marché) et progressé de 0,4 % en glissement mensuel en désaisonnalisé. Si le commerce (-6,4 %) et l'industrie manufacturière (-5,0 %) ont vu leur activité chuter, le secteur minier (+1,2 %) et les services (+2,3 %) ont été plus résilients.

Sur l'ensemble de l'année 2022, la croissance économique se serait ainsi établie autour de

2,7 %, la chute du commerce (-2,3 % en 2022 après +22,6 % en 2021), de l'industrie (-2,4 % après +8,3 %) et de l'activité minière (-3,3 % après -0,6 %) ayant été compensée par la croissance enregistrée dans le secteur des services (+7,3 % après +12,6 %). Par ailleurs, sur le marché du travail, le taux de chômage s'est établi à 7,9 % en fin d'année, alors que les taux d'activité et d'emploi se sont établis à, respectivement, 60,3 % et 55,5 %. Près de 95 % des emplois qui ont été détruits lors de la pandémie auraient été récupérés, même si le taux d'emploi informel s'est maintenu autour de 27,4 %.

PARAGUAY

Le président Mario Abdo Benítez entame une tournée internationale

Le président paraguayen se rendra à Dubaï du 11 au 13 février prochains pour participer au Sommet mondial des gouvernements. Ce sommet, créé en 2013 sous l'impulsion du cheikh Mohammed bin Rashid Al Maktoum, vice-président et aussi premier ministre des Émirats arabes Unis, est une organisation à but non lucratif qui vise à façonner les futurs décideurs.

Le président paraguayen visitera par la suite Taïwan du 14 au 19 février pour notamment renforcer les liens économiques entre les deux pays. Ce voyage intervient à la suite du déplacement à Taipei, début janvier, d'une délégation de parlementaires paraguayens conduite par le président de la Chambre des députés Carlos María López López.

À l'occasion de ces déplacements, la presse fait état de plusieurs donations de la part des autorités taiwanaises, à l'instar d'une dizaine



de bus électriques et d'un nombre similaire de scanners douaniers afin de contrôler les conteneurs à destination de l'Europe passant par la voie fluviale Hidrovía via l'Argentine. Par ailleurs, l'agence spatiale du Paraguay et l'entreprise taïwanaise Gram System seraient en pleine négociation pour renforcer leur coopération, notamment via la possibilité de former des étudiants paraguayens au sein de l'université nationale des sciences et des technologies de Taïwan. Enfin, les autorités paraguayennes souhaitent aussi encourager les entreprises taïwanaises à investir dans leur pays, notamment dans l'assemblage de bus électriques.

Dans un entretien publié en septembre 2022 dans le *Financial Times*, Mario Abdo Benítez plaide pour obtenir de réels avantages dans son alliance stratégique avec Taïwan. Pour le chef de l'État paraguayen, Taïwan devrait investir au moins 1 Md USD pour permettre au Paraguay de résister à la tentation de nouer des relations avec la Chine. Et pour cause, les dirigeants de l'opposition, surtout le chef du Parti libéral radical authentique Efraín Alegre, promettent de se rapprocher de Pékin en cas de victoire lors de l'élection présidentielle d'octobre prochain, afin de permettre aux exportations paraguayennes, essentiellement constituées de produits primaires (soja et viande bovine), de pouvoir accéder pleinement au vaste marché chinois.

En effet, le commerce du Paraguay avec les deux pays asiatiques est très largement déséquilibré, avec un volume d'échanges qui s'établit avec la Chine à 4,2 Mds USD (4,2 Mds USD d'importations et seulement 21,8 MUSD d'exportations), alors que celui avec Taïwan s'élève à 260,0 MUSD (38,2 MUSD d'importations ; 221,8 MUSD d'exportations) avec, dans ce cas, un excédent commercial favorable à Asunción (183,6 MUSD).

URUGUAY

Le gouvernement s'apprête à lancer son appel d'offres pour développer la 5G en Uruguay

Fin décembre dernier, le gouvernement a publié le décret qui autorise l'appel d'offres qui vise à développer la 5G sur le territoire uruguayen. Dès lors, l'Unité de régulation des services de communication (URSEC) a été chargée par le ministère de l'Industrie, de l'Énergie et des Mines de définir les bases, les modalités ainsi que les conditions de l'appel d'offres. Si celles-ci devaient être présentées à l'exécutif avant la fin janvier 2023 pour être approuvées, les autorités ont laissé entendre qu'elles seraient finalement présentées d'ici mi-février, permettant ainsi de lancer l'appel d'offres d'ici la fin du 1^{er} trimestre de 2023.

Les autorités souhaitent dès lors organiser un appel d'offres ouvert et concurrentiel. Trois blocs de la bande 3,5 gigahertz (GHz), de 100 mégahertz (MHz) chacun, seront offerts. ANTEL, l'entreprise publique uruguayenne des télécommunications, se verra réserver le bloc de fréquences 3,6-3,7 GHz, tandis que deux autres blocs (3,3-3,4 GHz et 3,7-3,8 GHz) seront octroyés pour une période de 25 ans à deux entreprises privées. Par ailleurs, le prix de base pour les offres portant sur ces deux blocs a été établi à 28 MUSD, tandis que le prix payé par ANTEL devra être calculé sur la base de la moyenne des résultats de ces deux concessions.

Quelques entreprises qui opèrent dans le secteur des télécommunications, à l'instar de l'espagnole Movistar et de la mexicaine Claro, implantées en Uruguay et y exploitant déjà la 3G et la 4G, devraient participer à



l'appel d'offres. L'entreprise uruguayenne Dedicado serait aussi intéressée, en sachant que le gouvernement uruguayen a fixé une série de conditions pour qu'une entreprise puisse déposer une offre. En effet, une candidate potentielle doit opérer dans le secteur des télécommunications, mais aussi avoir opéré dans plusieurs pays et présenter une bonne situation financière, ainsi qu'un plan de développement aux autorités.

Par ailleurs, si le gouvernement uruguayen n'a, pour l'instant, pas établi de restrictions à l'utilisation de certaines technologies pour le développement de la 5G, il a introduit des exigences en matière de déploiement sur le territoire, pour assurer que l'ensemble des départements y ait accès.

Le déploiement de la 5G sur l'ensemble du territoire uruguayen correspond ainsi à la volonté du gouvernement de faire du pays un pôle d'innovation régional. De plus, cette technologie de pointe pourrait contribuer à dynamiser de nombreux secteurs, comme les fintechs, les services financiers, l'Internet des objets et les villes intelligentes, mais aussi des secteurs plus traditionnels, à l'instar des secteurs manufacturier et agricole.



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Jean-François Michel,
Chef du Service Économique Régional de Buenos Aires

Rédacteurs : SER de Buenos Aires, SE de Santiago

Pour s'abonner :
Twitter :

samuel.adjutor@dgtresor.gouv.fr
[@Tresor_ConoSud](https://twitter.com/Tresor_ConoSud)